

VD_GERICHTE PE25.000236 vom 6. März 2025

VD Tribunal cantonal, 2025-03-06, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_PE25.000236

FR: VD_GERICHTE PE25.000236 du 6 mars 2025

IT: VD_GERICHTE PE25.000236 del 6 marzo 2025

Erwägungen

E. 1.1

Par ordonnance du 17 janvier 2025, le Ministère public de l'arrondissement du Nord vaudois a refusé d'entrer en matière sur une plainte pénale de K._____ contre [...] pour calomnie, subsidiairement diffamation. 353

- 2 -

E. 1.2

Par acte du 27 janvier 2025, K._____ a recouru contre cette ordonnance en concluant implicitement à son annulation.

E. 1.3

Par avis du 30 janvier 2025, envoyé sous pli recommandé, distribué le 31 janvier 2025 selon le relevé de suivi des envois de la Poste suisse, la direction de la procédure a imparti à K._____ un délai au 19 février 2025 pour effectuer un dépôt de 770 fr. à titre de sûretés, avec l'indication qu'à défaut de paiement en temps utile, il ne serait pas entré en matière sur son recours.

E. 1.4

Le versement des sûretés n'a pas été effectué dans le délai imparti.

E. 2.1

Sous réserve de l'assistance judiciaire gratuite pour la partie plaignante prévue à l'art. 136 CPP (Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 ; RS 312.0), la direction de la procédure de l'autorité de recours peut astreindre la partie plaignante à fournir des sûretés dans un délai déterminé pour couvrir les frais et indemnités éventuels (art. 383 al. 1 CPP). Si les sûretés ne sont pas fournies dans le délai imparti, l'autorité de recours n'entre pas en matière sur le recours (art. 383 al. 2 CPP ; TF 7B_381/2023 du 13 novembre 2023). Les sûretés sont réputées fournies dans le délai lorsqu'elles sont remises à l'autorité de recours, versées en sa faveur à la poste suisse, ou encore débitées d'un compte bancaire ou postal suisse le dernier jour du délai au plus tard (cf. art. 91 al. 1 et 5 CPP ; Calame, in : Commentaire romand, Code de procédure pénale suisse, 2e éd., Bâle 2019, n. 6 ad art. 383 CPP ; Moreillon/Parein-Reymond, Petit Commentaire, Code de procédure pénale, 2e éd., Bâle 2016, n. 9 ad art. 383 CPP).

- 3 -

E. 2.2

La décision constatant l'irrecevabilité du recours faute de versement des sûretés requises dans le délai imparti au sens de l'art. 383 al. 2 CPP relève de la compétence de la direction

de la procédure de l'autorité de recours en application de l'art. 388 al. 2 let. a CPP (CREP 27 mars 2024/223).

E. 2.3

En l'espèce, le recourant n'a pas procédé à l'avance de frais requise dans le délai au 19 février 2025. Il n'a pas non plus demandé de restitution du délai, ni à être mis au bénéfice de l'assistance judiciaire ou à être dispensé de l'avance de frais, de sorte que le recours doit être déclaré irrecevable (art. 383 al. 2 CPP).

E. 3

Les frais de la procédure de recours, par 270 fr. (art. 422 al. 1 CPP ; art. 20 al. 1 TFIP [tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010 ; BLV 312.03.1]), seront laissés à la charge de l'Etat (art. 423 al. 1 CPP).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.